



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire



Déclaration sur la politique de coopération au développement luxembourgeoise

Présentée par

Franz FAYOT,
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

À la Chambre des députés
Le 15 novembre 2022

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Chers membres du Parlement, Mesdames et Messieurs,

1. INTRO - SITUATION POST COVID – SITUATION CRISE

L'année dernière, lorsque j'ai fait ma déclaration ici sur la coopération et l'action humanitaire, j'ai dit que nous voyions la lumière au bout du tunnel. La lumière au bout du tunnel, parce que nous étions en train de sortir à petits pas de la pandémie de Covid et de ses conséquences. Nous avions espéré pouvoir surmonter rapidement les revers que nous avons connus en matière de pauvreté, de nutrition, d'éducation et de sécurité. Mais ce n'est malheureusement pas le cas; depuis le 24 février, notre monde n'est plus le même. Et aujourd'hui, chez nous, mais surtout dans de nombreuses parties du monde, cette lumière brille malheureusement à nouveau un peu moins fort. Les conséquences de cette guerre d'agression russe inacceptable se font sentir dans le monde entier. L'extrême pauvreté augmente et la sécurité alimentaire diminue. La situation est dramatique et risque de s'aggraver.

Comme l'a annoncé la Banque mondiale il y a un mois, il est de plus en plus difficile d'atteindre notre objectif d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030. Elle prévoit que d'ici 2030, 574 millions de personnes, soit 7% de la population mondiale, dont la plupart en Afrique, devront encore vivre avec moins de 2,15 dollars par jour. La guerre d'agression russe en Ukraine et ses conséquences rendent nos objectifs encore plus difficiles à atteindre.

Mais nous devons aussi être conscients que cette guerre a renforcé les problèmes dans le monde, mais ne les a pas tous déclenchés. L'insécurité alimentaire et la pauvreté ; les phénomènes

météorologiques extrêmes comme conséquences du changement climatique ; la sécheresse et les inondations ; l'instabilité économique ; l'inflation et la dette publique très élevée ; l'insécurité générale. Ce sont tous des phénomènes que nous connaissons malheureusement depuis longtemps et qui se renforcent mutuellement. Toutes ces crises sont en train de se former en une polycrise mondiale.

Comme le dit David Beasley, le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, le PAM, nous sommes dans une « perfect storm within a perfect storm ». Une tempête violente parfaite déclenchée par le Covid, les conflits et les chocs climatiques. Le monde est en feu.

Et c'est pourquoi notre réponse ne peut et ne doit pas se limiter à une réaction à la situation actuelle. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont énormes.

2. UKRAINE

Lorsque l'on pense aux nombreuses crises humanitaires, les terribles souffrances de l'Ukraine viennent naturellement à l'esprit. Les conséquences de la guerre sont énormes, tout comme les besoins. Les estimations actuelles prévoient que 349 milliards de dollars américains seront nécessaires rien que pour la reconstruction de l'Ukraine. La reconstruction prendra beaucoup de temps et évidemment nous y contribuerons aussi.

Depuis l'attaque du 24 février, la Coopération luxembourgeoise a mobilisé plus de 4 millions d'euros sous forme d'aide humanitaire financière pour l'Ukraine. En plus de ces contributions

financières, nous avons également fait des dons matériels comme les 700.000 tests rapides Covid ou encore les 50 tonnes d'extincteurs et de médicaments fournis par le Luxembourg.

Mais nous devons faire plus. L'hiver est à nos portes et les besoins augmentent encore. C'est pourquoi nous allons débloquer 4 millions d'euros supplémentaires, doublant ainsi notre aide pour l'hiver. Nous devons nous préparer à un long processus de reconstruction de l'Ukraine. Et dès que la situation le permettra, nous devons être prêts à contribuer à une reconstruction durable. Mais pour un projet aussi colossal, le budget de la coopération ne suffira pas et nous ferons alors appel, entre autres, aux systèmes macrofinanciers et au secteur privé.

3. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Mesdames et Messieurs,

La guerre en Ukraine n'a évidemment pas seulement des conséquences pour nous au Luxembourg et en Europe. La guerre en Ukraine a un impact mondial, et particulièrement sur les plus faibles. Elle a aggravé l'insécurité alimentaire dans le monde entier.

Notre coopération est active dans ce domaine depuis de nombreuses années. Et la situation actuelle nous montre à quel point il était et reste important de se consacrer davantage à ce thème. Je dis thème, mais c'est bien plus qu'un thème. La sécurité alimentaire est à l'origine de nombreux phénomènes et concerne un grand nombre de domaines.

Elle concerne l'humanitaire, car à court terme, il s'agit bien entendu de lutter contre la faim aiguë. Mais elle concerne également la coopération au développement, car il est important de rendre les systèmes alimentaires suffisamment résilients à long terme pour que nous puissions assurer la sécurité alimentaire.

Et cela va bien au-delà. Cela concerne la politique climatique et le changement climatique, car les phénomènes météorologiques extrêmes, comme la sécheresse ou les inondations, ont évidemment un impact sur la sécurité alimentaire. Cela a également un impact sur la sécurité dans nos pays partenaires et au-delà, car l'insécurité alimentaire entraîne des luttes de répartition. Et celles-ci conduisent à des conflits et à une insécurité toujours plus grande, qui entraîne à son tour d'importants flux de réfugiés. J'ai pu le constater de mes propres yeux lorsque j'ai visité le camp de réfugiés de Ouallam au Niger, au sud-ouest de Niamey, en juin dernier, en compagnie du Premier ministre : des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants y vivent ensemble dans un lieu où l'eau et la nourriture sont rares, simplement parce qu'ils ne sont plus en sécurité dans leur village exposé aux attaques terroristes.

La question de la sécurité alimentaire est donc un élément crucial dans la lutte contre la faim et la pauvreté.

3.1. EFFORTS DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nos actions dans ce domaine montrent à quel point nous prenons ce sujet au sérieux.

En 2021, nous avons investi 10% de notre APD dans des projets liés à l'agriculture, de l'agro-écologie et aux aliments de base. 10% de notre APD, soit un peu plus de 40 millions d'euros. Pour 2022, nous dépasserons probablement encore ces 10% avec plus de 60 millions d'euros.

La majorité de cette somme a été consacrée au développement agricole dans nos pays partenaires. Parce que la sécurité alimentaire, je l'ai dit tout à l'heure, doit être assurée à long terme. Et c'est pour cela qu'il faut s'engager sur le long terme.

3.1.1. La sécurité alimentaire dans la coopération bilatérale

Au **Mali**, nous mettons en œuvre le "Programme d'appui aux filières agropastorales", et ce en collaboration avec la Suisse. Grâce à ce programme, nous soutenons les exploitations agricoles familiales et les petites exploitations en renforçant la chaîne de production du lait et des pommes de terre.

Au **Niger**, dans la région de Dosso, nous soutenons le "Programme d'appui au développement agricole durable". Il s'agit entre autres de donner une chance professionnelle aux jeunes dans le domaine de l'agriculture durable.

Au **Burkina Faso**, notre projet de récupération de terres fortement dégradées contribue à rendre les sols, qui ont beaucoup souffert de la sécheresse et de l'érosion, à nouveau fertiles et utilisables pour l'agriculture.

Ce ne sont que quelques exemples qui illustrent la manière dont nous essayons de renforcer l'approvisionnement alimentaire de manière durable et à long terme.

3.1.2. Sécurité alimentaire et Finance inclusive

La finance innovante et inclusive joue également un rôle crucial dans le domaine de la sécurité alimentaire. Par le biais de petits prêts et de microcrédits ; par le biais de prêts aux agriculteurs familiaux ; en renforçant les institutions de microfinance qui travaillent à leur tour avec les agriculteurs, nous contribuons à améliorer la sécurité alimentaire.

Environ 1,7 milliard d'adultes dans le monde n'ont pas accès à des instruments financiers. Ces instruments financiers sont pourtant essentiels pour permettre aux petites exploitations agricoles de survivre. Et quand je parle de petites exploitations agricoles, je veux dire petites; ce sont les micro-exploitants qui sont visés en premier lieu ici. Ils ont besoin d'un accès au crédit pour pouvoir acheter les machines absolument nécessaires ; ils ont besoin d'un accès à des assurances pour pouvoir s'assurer si une récolte est perdue ; et comme vous le savez, cela arrive malheureusement trop souvent dans les pays et régions concernés. La plupart de ces 1,7 milliard d'adultes qui n'ont pas accès aux instruments financiers vivent dans des zones rurales. Or, c'est justement là que la faim, la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont les plus grandes. C'est

pourquoi il est si important d'agir dans ces régions et de soutenir les petits paysans.

Nous le faisons à travers des projets comme le SSNUP. Le « Smallholder safety net upscaling Programme ». Le SSNUP est un programme d'une durée de 10 ans, mis en œuvre par une ONG Aide au développement autonome, l'ADA, Il s'agit précisément de soutenir de manière ciblée les petits agriculteurs, d'augmenter les normes alimentaires et de renforcer ainsi les conditions de vie de la population dans les zones rurales.

Un projet comme l'ABC Fund, l'Agri Business Capital Fund, que nous avons créé en collaboration avec la Commission européenne et le FIDA, le Fonds international de développement agricole, vise également à renforcer les personnes vulnérables dans les zones rurales, à créer des emplois dans le secteur agricole et à lutter contre l'insécurité alimentaire.

Tous ces projets dans le domaine de la finance inclusive contribuent à renforcer la sécurité alimentaire à long terme dans ces pays. La semaine européenne de la microfinance - dont l'édition actuelle se déroule actuellement au Kirchberg - sera dédiée l'année prochaine à la sécurité alimentaire.

3.1.3. La sécurité alimentaire dans l'action humanitaire

Au-delà des réponses à moyen et long terme, la question de la sécurité alimentaire se pose malheureusement de plus en plus directement. Selon les Nations unies, 50 millions de personnes

se trouvent actuellement dans une situation de famine aiguë en Afghanistan, en Éthiopie, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. A cela s'ajoutent les 828 millions de personnes qui se couchent chaque jour le ventre vide. Ce chiffre a triplé au cours des trois dernières années.

Des personnes ont besoin d'une aide d'urgence dans le monde entier. Et si nous n'agissons pas à temps, nous connaissons une catastrophe comme il n'y en a pas eu depuis une génération.

C'est pourquoi j'ai décidé cette année de débloquer 20 millions d'euros supplémentaires pour la lutte contre la faim dans nos pays partenaires, en plus des projets auxquels nous participons et de l'aide que nous apportons. Nous travaillons ici entre autres avec le PAM, mais aussi avec des acteurs locaux.

En plus de cela, nous avons lancé un appel à projets pour nos ONG afin qu'elles puissent elles aussi mettre en place des projets qui contribuent à court terme à aider directement les plus vulnérables dans le monde. 13 ONG ont ainsi pu utiliser leur expertise et leurs réseaux locaux pour réagir rapidement et efficacement à cette crise et mettre en œuvre des projets pour un montant total de 2,2 millions d'euros. Ils mettent en œuvre leurs projets dans des pays comme le Sud-Soudan, la Somalie, le Niger, le Bangladesh, Haïti, le Burkina Faso ou encore le Sénégal.

4. ACTION HUMANITAIRE

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Selon l'ONU, 274 millions de personnes dans 63 pays dépendent de l'aide humanitaire et de la protection. Ce sont 274 millions de personnes qui doivent fuir les guerres ; qui doivent quitter leur maison et qui fuient la violence. 274 millions de personnes qui ne savent pas où aller et ni où trouver de quoi se nourrir demain. 274 millions de personnes auxquelles les crises, les conflits, le changement climatique et la sécheresse n'offrent aucune perspective ni aucun moyen de subsistance.

Nous devons réagir à cette situation. Et c'est pourquoi nous avons élaboré et présenté cette année une nouvelle stratégie dédiée à l'aide humanitaire, composée de 6 priorités stratégiques, 6 thématiques horizontales et 50 points d'action. Cela nous permettra de travailler de manière encore plus ciblée et de nous positionner de manière encore plus stratégique.

Selon le dernier « Aperçu Humanitaire Mondial » de l'ONU, 50 milliards de dollars américains sont actuellement nécessaires pour que le système humanitaire multilatéral puisse répondre aux différentes crises dans le monde. Ce sont 8 milliards de plus que ce qui avait été annoncé au début de l'année, ce qui constituait déjà un record absolu à l'époque.

Il est de notre devoir d'être prêt à pouvoir aider dans les crises aiguës. C'est pourquoi nous nous engageons, dans le cadre de la nouvelle stratégie, à consacrer au moins 15% de nos moyens

financiers à des fins humanitaires et à apporter ainsi notre contribution à la réponse à toutes les crises et à la souffrance humaine. Notre budget que nous avons prévu pour l'aide humanitaire est donc en constante augmentation. Actuellement, il s'élève à 65 millions d'euros pour 2022 et nous avons prévu 80 millions d'euros pour l'année prochaine.

Les 5 plus grandes crises mondiales figurent donc également en tête de notre liste des priorités: Afghanistan, Syrie, Yémen, Éthiopie et Soudan. Nous suivons également de très près les événements dans la région du Sahel et essayons de réagir au mieux aux différentes crises, comme par exemple au Pakistan où nous avons récemment débloqué un million d'euros supplémentaires pour une aide d'urgence d'une part et la reconstruction d'autre part. Par ailleurs, nous fournissons également une aide d'urgence pour, ce qu'on appelle les crises oubliées, comme en Haïti, en Palestine, en Libye, au Congo-RDC et en Birmanie- pour n'en citer que quelques-unes. Malgré la guerre en Ukraine, nous ne devons pas oublier ces conflits et les souffrances humaines qu'ils engendrent dans le monde.

Afin de garantir une aide humanitaire plus efficace et mieux coordonnée en cas de crise ou de catastrophe naturelle à l'étranger, j'ai l'intention de mettre en place une plateforme de coordination nationale, en collaboration avec les collègues concernés du gouvernement et d'autres acteurs gouvernementaux. Les premières discussions dans ce sens ont déjà été entamées, l'objectif étant que cette plateforme voit le jour dans le courant de l'année prochaine, afin de pouvoir réagir encore plus rapidement et efficacement en cas de crise.

A long terme, nous voulons continuer à promouvoir le Luxembourg en tant que site pour le secteur humanitaire. La délégation du CICR pour le cyberspace, que nous inaugurerons après-demain ici à Luxembourg, en est un bon exemple. Il s'agit de la première délégation de ce type au monde, ce qui lui confère un caractère historique et stratégique. Avec cette nouvelle délégation pour le cyberspace, le Luxembourg peut se distinguer et faire ses preuves au niveau international en tant qu'acteur humanitaire. Nous avons mis nos forces en matière de numérisation et de cybersécurité au service d'une infrastructure humanitaire innovante.

Notre expertise est également sollicitée dans d'autres domaines. L'UNDAC est la section de l'ONU chargée d'envoyer en quelques heures des équipes spécialisées composées d'experts de l'ONU et d'experts nationaux sur le terrain en cas de crise aiguë. Sur place, elles procèdent à une première évaluation des besoins et aident à coordonner les opérations de secours. L'UNDAC nous a demandé d'apporter notre expertise dans le développement de sa nouvelle stratégie pour les années 2023 à 2026 et de faire partie du « *Strategy Development Working Group* ». Cela témoigne de la grande confiance et aussi de la grande reconnaissance au niveau international pour le travail de nos collaborateurs.

Nous recevons également de plus en plus de demandes de la part de nos partenaires humanitaires qui nous sollicitent notre soutien pour les aider à développer de solutions innovatives et de nouveaux services. Par conséquent, il s'agit désormais de mettre à profit l'expérience que nous avons acquise grâce à emergency.lu pour développer de nouveaux projets en réunissant des techniciens, des experts et des acteurs de différents secteurs et disciplines.

C'est pourquoi j'ai décidé de lancer l'année prochaine, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, un programme international visant à élaborer et à tester de nouvelles solutions afin qu'elles puissent être rapidement mises en œuvre sur le terrain. Nous y soutenons la recherche et l'innovation afin de trouver des solutions aux défis humanitaires les plus urgents. La première édition du « *Humanitarian Innovation Accelerator* » aura lieu fin juin 2023 à Luxembourg.

5. SANTÉ

Outre de l'aide humanitaire d'urgence et le souci de nourrir les habitants de la planète, il est tout aussi important de renforcer leur santé. C'est pourquoi nous devons maintenir nos efforts à un niveau élevé dans ce domaine. En collaboration avec nos partenaires multilatéraux, nous allons renforcer les systèmes de santé de manière préventive et continuer à nous engager en faveur d'une couverture universelle des soins de santé.

C'est aussi la raison pour laquelle nous avons augmenté cette année notre contribution au « *Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme* » de 30%, pour atteindre désormais à 11,7 millions d'euros. Nous allons également prendre nos responsabilités en matière de gouvernance: à partir de l'été 2023 nous représenterons notre circonscription pour 2 ans au sein du conseil d'administration du « *Fonds mondial* ».

Dans ce domaine, nous continuons à travailler avec l'OMS et des organisations comme la CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations*) ou la « *Global Polio Eradication Initiative* ».

Nous continuons également à soutenir l'ONUSIDA dans ses efforts pour atteindre les objectifs 10-10-10 de sa stratégie mondiale de lutte contre le SIDA.

En outre, nous avons également doublé notre contribution au programme commun de l'UNICEF et du Fonds de la population de l'ONU pour l'élimination des « *mutilations génitales féminines* » pour 2022-2025 à 2,4 millions d'euros.

6. COHÉRENCE DES POLITIQUES

Monsieur le Président,

J'ai beaucoup parlé tout à l'heure de la sécurité alimentaire et de la manière dont nous essayons d'améliorer la situation à court, moyen et long terme. Mais ces mesures ne suffisent pas. Il est donc important de ne pas se concentrer uniquement sur des mesures isolées, mais d'appréhender la situation dans toute sa complexité. La cohérence de nos politiques joue ici un rôle crucial.

Aucun ministère ni aucun pays ne peut relever seul les défis actuels. Les liens entre l'environnement et le climat, la situation en matière de sécurité, les inégalités de genre, les questions économiques et sociales doivent être systématiquement pris en compte. Notre comportement ici, au Luxembourg, en Europe et en général dans ce qu'on appelle le « monde développé », a un impact sur les populations de nos pays partenaires, et en particulier sur les plus vulnérables. Et c'est pourquoi nous devons veiller à ce que ce que nous accomplissons dans

la coopération soit également porté par ce que nous réalisons dans d'autres domaines. Nous devons être cohérents et conséquents.

Avec l'OECD et le MECCD nous sommes donc en train d'effectuer une analyse de nos mécanismes institutionnels dans le cadre de la cohérence des politiques et de la réalisation des objectifs du développement durable ou ODD. L'OECD est en train de rédiger son rapport à ce sujet. Nous espérons que, sur la base de ce rapport, nous pourrions collaborer encore mieux au Luxembourg pour atteindre les objectifs de développement durable.

6.1. CLIMAT

Si l'on parle de cohérence des politiques, on évoque également de l'impact des activités humaines sur le reste de la planète, que ce soit dans le domaine du changement climatique, de la perte de la biodiversité, de la désertification ou encore de la pollution.

Le changement climatique est arrivé partout - chez nous aussi - mais il est vraiment dramatique dans les pays en développement qui, et c'est là la plus grande injustice, peuvent le moins se le permettre. Au Niger, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso - partout, je vois que la désertification progresse rapidement. Au Cabo Verde, il n'a pas plu depuis quatre ans. Lorsque je me suis rendu au Sénégal l'année dernière, il était effrayant de voir le pays se noyer dans le plastique. Lorsque nous allons identifier un nouveau PIC là-bas, il me semble important d'aborder également ce problème.

Le changement climatique représente un défi mondial qui a des conséquences extrêmes dans le monde entier et qui nécessite des solutions globales. Cette semaine, des négociations ont lieu en Égypte lors de la COP27 afin de renforcer les engagements en matière de changement climatique. Au cours de l'année dernière, nous avons également renforcé les ambitions climatiques de notre politique de coopération et élaboré une nouvelle stratégie environnementale et climatique. D'une part, nous allons mettre en œuvre davantage de projets axés sur le climat et, d'autre part, nous intégrerons systématiquement la dimension climat et environnement dans tous nos projets.

6.2. GENRE

Mesdames et Messieurs,

La pandémie de Covid et la guerre en Ukraine, nous ont fait prendre beaucoup de retard dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les personnes les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, ont été les plus durement touchés. Avec le changement climatique, ces effets sont encore plus marqués et ce sont justement les femmes qui souffrent le plus des conséquences du changement climatique.

Mais elles jouent également un rôle extrêmement important dans la réalisation de nos objectifs, en tant qu'actrices du changement, de la mobilisation des communautés ou dans la mise en œuvre de stratégies de lutte contre le changement climatique, pour ne citer quelques exemples. Que ce soit dans la prévention des conflits et dans la promotion d'une paix durable et inclusive, partout où les femmes sont plus impliquées les dossiers avancent. C'est pourquoi nous soutenons également nos partenaires en Afghanistan - où il est actuellement particulièrement difficile de

travailler - qui continuent à s'engager pour que les femmes et les jeunes filles aient elles aussi une chance équitable de s'épanouir.

S'engager pour l'égalité des sexes, signifie également s'engager pour atteindre nos objectifs, lutter contre le changement climatique, éradiquer l'extrême pauvreté et assurer la sécurité dans le monde. Nous ne pourrons jamais atteindre ces objectifs, si nous ignorons la moitié de l'humanité.

Et c'est pourquoi, dans l'esprit de notre politique étrangère féministe et de la mise en œuvre de notre nouvelle stratégie en matière de genre, nous faisons en sorte de renforcer cette dimension et de l'intégrer de manière transversale dans nos projets. Nous nous engagerons pour le renforcement de l'émancipation économique des femmes, mais aussi pour la protection de leur santé sexuelle et reproductive ainsi que de leurs droits. Et de la même manière, nous nous engageons également à lutter contre les violences sexuelles et sexistes, notamment lors des conflits.

7. INNOVATION - SECTEUR PRIVÉ – DIGITALISATION - RECHERCHE

Mesdames et Messieurs,

Les acteurs de la coopération au développement se sont d'accords à dire que les fonds publics ne suffiront pas pour atteindre les ODD d'ici 2030. Selon les estimations actuelles, il faudrait jusqu'à 4 billions supplémentaires, donc 4000 milliard de Dollars, pour atteindre ces objectifs - et

ce, chaque année. Il est donc clair que les acteurs publics ne peuvent pas assumer seuls ces sommes.

Mais l'argent seul ne suffit pas. Pour relever les énormes défis auxquels nous sommes confrontés, nous devons explorer de nouvelles voies; nous devons faire preuve d'innovation et de créativité. Nous devons saisir toutes les opportunités qui s'offrent à nous et nous ne pouvons et ne devons exclure personne d'office lorsqu'il s'agit de trouver de nouvelles réponses aux questions qui se posent.

7.1. SECTEUR PRIVÉ

Cela vaut également pour le secteur privé. Car c'est justement le secteur privé dans nos pays partenaires qui crée des emplois et permet ainsi aux jeunes d'avoir un avenir.

Nous devons utiliser à notre avantage l'innovation et le dynamisme qui proviennent sans aucun doute du secteur privé.

La « *Business Partnership Facility* » est un bon exemple de la manière dont la collaboration entre les entreprises du Nord et du « Sud global » peuvent être soutenues. La BPF permet de soutenir la création d'emplois dans nos pays partenaires et le transfert des technologies. En nous basant sur les expériences des éditions précédentes, nous avons modernisé cette année la « *Business Partnership Facility* » et l'avons adapté aux besoins du secteur privé.

Par ailleurs, nous travaillons également avec notre agence de coopération bilatérale LuxDevelopment à la mise en place des outils nécessaires qui doivent nous permettre de soutenir plus efficacement les projets avec le secteur privé dans nos pays partenaires, toujours dans le but d'atteindre nos objectifs de développement durable.

7.2. DIGITALISATION

La digitalisation joue également un rôle très important dans la réalisation de nos objectifs. Pendant de la pandémie, le domaine des technologies de l'information et de la communication a fait un bond en avant, non seulement chez nous, mais aussi dans nos pays partenaires. Au Luxembourg nous disposons d'une grande expertise dans ce domaine. Nous devons nous appuyer sur cette expertise pour continuer à soutenir les efforts dans nos pays partenaires.

C'est pourquoi nous avons contribué à la mise en place d'une plateforme globale au niveau européen, le « *Digital for Development Hub* ». Tout comme au niveau national, nous misons de plus en plus sur des projets de cybersécurité, par exemple dans le cadre de la coopération et de l'aide humanitaire. La cyberdélégation CICR dont j'ai parlé plus tôt en est un exemple.

Mais aussi des projets comme Luxways, où nous formons des doctorants au Burkina Faso et au Sénégal en collaboration avec le SnT de l'Université du Luxembourg, ont également pour objectif de renforcer les capacités de nos pays partenaires dans le domaine de la cybersécurité. Nous en ferons encore plus de ces projets à l'avenir, car la numérisation permet de sauter des étapes dans de nombreux domaines, l'accès aux services bancaires, la mobilité, la santé, etc.

7.3. ESPACE

Encore un mot sur le « espace ». Dans ce domaine également, le Luxembourg s'est fait un nom au niveau international grâce à l'innovation. Et même si "*Space for Development*" semble tiré par les cheveux, c'est le cas contraire. Dans ce domaine aussi, l'innovation a le pouvoir de trouver de nouvelles réponses aux défis actuels.

La connectivité, par exemple par le biais de emergency.lu, dans l'apprentissage en ligne ou dans la télémédecine via Satmed, l'observation et l'adaptation à ces conséquences de catastrophes naturelles telles que les inondations ou les sécheresses, le suivi de l'évolution d'une récolte au Sahel ou encore la mesure de la biodiversité dans des forêts gérées de manière durable en Amérique Centrale ne sont que quelques exemples d'applications concrètes du « *Space for Development* ». Cela fera également partie intégrante de notre nouvelle stratégie spatiale durable.

Nous allons donc continuer à travailler dans ce domaine en collaboration avec les acteurs du secteur afin d'utiliser l'innovation pour nos objectifs de développement.

7.4. INNOVATION ET RECHERCHE

Mesdames et Messieurs,

Il ne suffit plus de construire des écoles et des hôpitaux avec du béton, même si cela reste important. Nous devons aborder les problèmes différemment afin de créer un monde plus résistant. Le "Build back better and greener" dans les pays en développement est souvent un

"build forward better and greener" - il est clair que nous devons faire plus d'efforts pour développer en particulier l'Afrique dans notre voisinage et ouvrir de nouvelles voies sans commettre les erreurs que nous avons faites en Europe.

Cette innovation ne peut pas se faire sans la recherche. Et au Luxembourg nous disposons d'un système écologique excellent et dynamique dans ce domaine. C'est pourquoi nous développons, en collaboration avec le FNR et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, un instrument de soutien commun pour la recherche, une sorte de « *Research Partnership Facility* ». Il s'agit de mettre en relation des chercheurs du Nord avec ceux de ce que l'on appelle le « Sud global », afin de promouvoir des projets de recherche innovants qui apportent des réponses aux défis importants.

7.5. DUE DILIGENCE

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souligner deux points qui me semblent très importants lorsque nous parlons de la coopération avec le secteur privé :

Premièrement, et c'est évident, il s'agit de développer le secteur privé et les secteurs économiques de nos pays partenaires, pas notre secteur privé. Le secteur privé dans le Sud doit croître et se développer, créer des emplois et offrir un avenir aux jeunes. Pour ce faire, la coopération luxembourgeoise continuera d'adhérer au principe « aide non liée » afin de soutenir nos partenaires dans le Sud dit global.

Deuxièmement, la coopération luxembourgeoise est plus que tout autre acteur au Luxembourg, préoccupée, par le devoir de diligence de nos entreprises, par la protection des droits de l'homme, par la promotion de normes sociales équitables et par la protection de l'environnement. Pour nous, seule une collaboration avec un secteur privé responsable est envisageable. C'est pourquoi nous avons renforcé les exigences de « due diligence », de sorte que des critères élevés doivent être respectés avant qu'une coopération puisse être établie.

7.6. EVALUATION

Mesdames et Messieurs,

Il est également important pour moi d'analyser et d'évaluer ce que nous faisons sur la base de méthodes scientifiquement vérifiées. Et il est important de regarder au-delà de son propre horizon, local et national. Nous devons jeter un regard extérieur sur la coopérative pour voir ce que donnent les projets que nous, pays du Nord, mettons en œuvre en collaboration avec les pays du Sud. Est-ce que nous avons la bonne approche? Est-ce que les instruments qu'on utilise sont les bons ? Est-ce que nos projets prennent suffisamment en compte la situation locale et est-ce qu'ils répondent aux besoins dans nos pays partenaires ?

Et là encore, la recherche peut nous aider à aller plus loin et à mener des analyses plus approfondies. Ceci, dans le but d'améliorer la connaissance et la compréhension des causes profondes et complexes de la persistance de la pauvreté. C'est dans cet esprit que j'ai signé cette année un accord avec le LISER pour collaborer plus étroitement dans ce domaine. Nous souhaitons collaborer avec le « Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) », qui a son bureau

européen à l'école de commerce de Paris et qui est dirigé par la lauréate du prix Nobel d'économie, Madame Esther Duflo. Je souhaite que les résultats de ce travail soient présentés lors d'une conférence qui réunira des scientifiques, des experts et des décideurs du secteur public.

En plus, nous allons organiser au Luxembourg le Forum international francophone de l'évaluation 2023, toujours avec l'objectif d'améliorer l'évaluation dans le domaine de la coopération au développement.

8. COOPÉRATION BILATERALE

8.1. COOPERATION BILATERALE – ÉTAT DES LIEUX

Mesdames et Messieurs,

Même si j'ai commencé ma déclaration aujourd'hui en parlant de la sécurité alimentaire dans le monde et de nos efforts dans ce domaine, la coopération bilatérale au développement reste une partie essentielle et importante de notre politique de coopération.

Et ce n'est pas toujours la plus facile, loin de là. Je l'ai mentionné au début : la situation dans beaucoup de nos pays partenaires est fragile et cela marque notre coopération dans ces pays.

8.1.1. Sahel

Au Sahel, on voit de manière extrême le résultat de cette conjonction de toutes les crises que j'ai évoquées précédemment. Avec pour résultat une insécurité croissante.

8.1.2. Burkina Faso

Au Burkina Faso, une partie de l'armée a commis un coup d'État en septembre, pour la deuxième fois cette année, en l'espace de 9 mois. Notre première priorité était et reste bien sûr la sécurité de nos collaborateurs sur place. Pour eux, de telles situations sont loin d'être simples. Au début, la situation à Ouagadougou était plus que confuse et le ministère des Affaires étrangères, en collaboration avec l'ambassade et la LuxDev sur place, a suivi et géré la situation de près. La cellule de crise sur place et nos mesures de sécurité ont bien fonctionné, si bien que nos collaborateurs ont bien géré la situation, ce dont je suis très content. Mais cela montre aussi combien il est important de revoir sans cesse notre dispositif de sécurité pour protéger au mieux nos collaborateurs. Et l'importance des formations continues en matière de sécurité que nous organisons régulièrement pour nos collaborateurs.

En raison du premier coup d'État de janvier dernier, nous n'avons malheureusement pas pu signer un nouveau PIC avec le Burkina Faso comme prévu. Mais les besoins sont grands. C'est pourquoi nous avons décidé, tout comme au Mali, de soutenir à nouveau la population de notre pays partenaire de longue date, et ce sur la base d'une stratégie de transition. C'est pourquoi nous n'avons pas réduit le budget pour les activités des ONG, ni celui de nos programmes multilatéraux ou bilatéraux. Cependant, nous avons décidé qu'un certain nombre d'activités

seraient mises en œuvre directement par LuxDev et non plus par le biais de fonds centraux que nous gérons avec le gouvernement. Notre position est étroitement coordonnée avec nos partenaires européens et autres partenaires partageant les mêmes idées.

8.1.3. Mali

Au Mali non plus, la situation compliquée ne s'est malheureusement pas améliorée l'année dernière. L'instabilité politique et la détérioration de la sécurité, surtout dans le nord du pays, ont aggravé une situation humanitaire déjà très difficile. En raison de la situation humanitaire catastrophique et afin d'assurer la continuité de notre engagement de longue date au Mali, nous avons prolongé notre stratégie de transition de deux ans, jusqu'à fin 2024, afin de continuer à offrir des perspectives à la population.

8.1.4. Niger

Au Niger, nous avons signé un nouveau PIC en 2021. Avec 145 millions d'euros sur cinq ans, il s'agit du plus important de nos programmes de coopération bilatérale. Ce sont des sommes importantes, mais les défis à relever au Niger sont également énormes.

C'est justement dans ce pays que les conséquences du changement climatique sont les plus extrêmes. C'est pourquoi l'action humanitaire fait pour la première fois partie intégrante de ce PIC, dans l'esprit d'une approche nexus et d'une mise en réseau durable de notre coopération au développement avec l'humanitaire.

Lorsque je me suis rendu à Niamey en février, puis en juin avec le ministre d'État, j'ai pu me faire une idée de la situation sur place. Cela a confirmé la nécessité de notre intervention. Lors de mes entretiens avec le président Bazoum et le ministre des Affaires étrangères Massoudou, ils ont clairement souligné l'importance de nos projets. Et ce, non seulement dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle, ou encore de l'eau, où nous avons été chef de file pendant de longues années, mais aussi dans le domaine de la finance inclusive, où nous allons reprendre le rôle de chef de file. Nous pourrions y apporter notre expertise afin d'offrir des perspectives économiques aux jeunes et aux femmes en particulier.

Au Niger, tout comme au Mali, au Burkina Faso et au Cabo Verde, nous avons également mis à disposition cette année des moyens supplémentaires pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Ils font partie des 20 millions d'euros d'aide supplémentaire dans ce domaine que j'ai mentionnés au début.

8.1.5. Senegal

Le Sénégal reste, malgré l'instabilité croissante dans la région du Sahel, un partenaire fiable avec lequel nous avons une longue coopération de près de 30 ans. Nous avons prolongé notre PIC jusqu'à fin 2023 et avons également augmenté notre engagement financier de 13,3 millions.

Les résultats de la revue de mi-parcours du PIC, que nous avons réalisée cette année avec nos partenaires, vont maintenant être intégrés dans l'identification du nouveau PIC, le 5e, qui sera lancé en 2024.

8.1.6. Cabo Verde

Le Cabo Verde, en tant que petit État insulaire, est particulièrement exposé aux conséquences du changement climatique et en même temps extrêmement dépendant des importations. L'inflation des denrées alimentaires suite à la guerre d'Ukraine a durement touché le Cabo Verde. Le gouvernement a décrété fin juin une situation d'urgence économique et sociale. En réponse à cette situation, la coopération luxembourgeoise a débloqué 3 millions d'euros supplémentaires pour que les cantines scolaires restent ouvertes pendant les vacances. Nous aidons ainsi 89.000 enfants, soit l'équivalent de 20% de la population, à se nourrir.

Cela s'inscrit également dans notre soutien global à la « School Meals Coalition ». Celle-ci me tient particulièrement à cœur, car il s'agit ici d'aider les plus jeunes et les plus faibles, qui souffrent le plus de la faim.

Mais cette crise montre aussi à quel point l'orientation de notre PIC actuel avec le Cabo Verde est importante et juste. La croissance économique durable, la transition énergétique, l'accès à l'eau potable et la politique climatique sont ici au cœur de notre travail, que nous mettons en œuvre dans une approche pays avec nos collègues du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Énergie.

En Asie, nous sommes principalement actifs dans deux pays : le Laos, notre pays partenaire prioritaire, et la Mongolie, l'un de nos pays de projet.

8.1.7. Laos

Avec le Laos, nous fêtons cette année le 25e anniversaire de nos relations diplomatiques et de notre coopération au développement. L'année dernière, nous avons signé un nouveau PIC qui sera lancé en 2023.

Et début décembre, je m'y rendrai avec le Grand Duc pour nous faire une idée de notre coopération au développement sur place. Dans ce cadre, je signerai également les accords nécessaires pour lancer les différents programmes que nous mettons en œuvre au Laos.

8.1.8. Mongolie

En juillet dernier, j'étais aussi en Mongolie, entre autres pour le 20e anniversaire de notre coopération au développement. Nos projets dans les domaines de la télémédecine et de la médecine cardio-vasculaire contribuent largement à l'amélioration de la situation sanitaire des personnes en Mongolie, notamment dans les régions reculées. Avec leur ministre des Finances, j'ai signé un nouvel accord de 5 ans pour continuer à soutenir la Mongolie dans ces domaines avec 5 millions d'euros.

Dans le cadre de ma visite, j'ai également promis notre aide au FNUAP, le Fonds des Nations unies pour la population, pour ses projets dans le domaine de l'élimination de la mortalité maternelle et périnatale. Et nous allons également essayer de soutenir l'UNICEF en Mongolie dans ce domaine.

8.1.9. Kosovo

Cette année encore, j'ai eu l'occasion de me rendre directement 2 fois au Kosovo. Nous avons signé un nouvel accord de coopération et un protocole d'accord d'un montant de 35 millions d'euros, qui fixe le cadre de notre coopération pour les années 2023-2025. Nous continuerons à y être actifs dans les domaines de la santé et de la formation continue, avec un accent sur la numérisation et les énergies renouvelables. Ceci dans le but de créer des emplois et d'améliorer la situation économique des habitants du Kosovo.

Lorsque j'y étais en juillet, j'ai eu l'occasion de participer à l'inauguration du Manifesta 14. La culture joue un rôle très important dans le développement d'une société. Non seulement en termes d'éducation des jeunes et de création d'emplois, mais aussi et surtout en termes de rapprochement de la société. C'est pourquoi je veux explorer les moyens de renforcer notre soutien aux projets culturels dans nos pays partenaires.

8.1.10. TPO

Parce que ma visite en septembre dans les territoires palestiniens occupés a aussi montré l'importance de la culture, de la musique et de la danse pour les jeunes qui souffrent du conflit au Proche-Orient. Au cours de ma mission, j'ai pu constater les nombreux défis auxquels est confrontée la population palestinienne qui vit en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. La détérioration de la situation sécuritaire, y compris la violence généralisée, les attaques armées dans les camps de réfugiés, ainsi que les restrictions à la liberté de mouvement des Palestiniens et à leur accès à la terre, aux ressources, aux services et à l'emploi, ont des conséquences négatives sur leur santé physique et mentale, ainsi que des répercussions sociales plus larges.

Guidé par des principes humanitaires, le Luxembourg fournit une aide humanitaire dans les territoires palestiniens occupés et s'engage pour le respect du droit humanitaire international. Avec nos partenaires, nous poursuivrons également nos efforts en matière d'aide au développement en renforçant notre soutien exclusivement à la société civile et aux territoires palestiniens occupés dans des secteurs tels que le développement rural et agricole, la santé, la lutte contre la corruption et le soutien psychosocial.

8.1.11. Amérique centrale (Nicaragua - El Salvador)

Depuis cette année, le Nicaragua n'est plus un pays partenaire prioritaire de la coopération luxembourgeoise. Comme vous le savez, nous avons déjà mis fin à notre coopération directe bilatérale au développement dans ce pays en 2019.

Suite aux élections de l'année dernière, qui étaient loin d'être libres, et à la détérioration croissante de la situation des droits de l'homme sur place, nous avons terminé notre présence physique, c'est-à-dire les bureaux de l'ambassade, en janvier de cette année. Le gouvernement de Managua est de plus en plus isolé ; il a expulsé du pays les ambassadeurs de l'UE et des Pays-Bas, ou les a déclarés persona non grata. Tout cela ne facilite pas le travail dans ce pays. Mais nous continuerons à essayer de soutenir et de renforcer la population et la société civile du pays par le biais de projets avec des agences multilatérales et des ONG, comme nous le faisons au Myanmar par le biais de projets humanitaires.

Au Salvador, nos programmes arrivent à leur terme et nous devons réfléchir à la manière dont nous allons y organiser notre coopération à l'avenir afin d'aider la population dans la mesure du possible.

8.2. COOPÉRATION BILATÉRALE - PERSPECTIVES

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Comme vous pouvez le constater, la situation dans nos pays partenaires n'est souvent pas évidente. C'est pourquoi il est d'autant plus important de nous diversifier. Comme je l'ai mentionné l'année dernière, nous nous réorientons en partie vers l'Amérique centrale et nous allons collaborer plus étroitement avec plusieurs pays d'Afrique.

8.2.1. Costa Rica

Au Nicaragua, et je l'ai déjà mentionné plus tôt, nous avons fermé les bureaux de l'ambassade en janvier. Mais il est important que nous restions présents dans la région où nous sommes actifs depuis les années 90. Sur la base des résultats des réflexions que nous avons lancées l'année dernière, nous souhaitons renforcer notre soutien à la coopération régionale en Amérique centrale. Il s'agit de promouvoir une intégration régionale plus inclusive et plus durable. C'est pourquoi nous avons l'intention de renforcer notre coopération avec le Costa Rica.

Pourquoi ce pays ? Le Costa Rica est un pôle de stabilité dans la région. Le Luxembourg y est déjà actif depuis des années par le biais du FCCF, le « Forestry and Climate Change Fund ». En outre, le Costa Rica est également intéressé par le renforcement de la coopération régionale, dans le sens d'une coopération triangulaire.

Cela ne veut pas dire que le Costa Rica doit devenir un pays partenaire prioritaire de la coopération. Notre coopération au développement reste axée sur la lutte contre l'extrême pauvreté et le principe du « leave no one behind ». Mais le Costa Rica doit faire office de hub, de base pour notre coopération et avec les pays de la région. D'autres États membres de l'UE, comme la France, tout comme l'Union européenne elle-même, organisent également leur coopération dans la région à partir de San José.

Nous allons donc transférer notre ambassade du Nicaragua vers le Costa Rica.

8.2.2. Bénin

En février de cette année, j'étais au Bénin, un pays voisin du Burkina Faso et du Niger, dans le Golfe de Guinée. Le Bénin figure sur la liste des soi disant pays les moins avancés de l'OCDE.

A cette occasion, nous avons signé une lettre d'entente pour renforcer notre coopération dans des secteurs comme la formation professionnelle et la finance inclusive et innovante. Conjointement avec la Belgique, nous allons mettre en oeuvre un projet qui a comme objectif de soutenir et renforcer une agriculture locale et durable. En complément nous allons être actif dans les domaines de la Gouvernance, de l'État de droit et enfin de l'environnement et le changement climatique. Pour pouvoir mettre en oeuvre cette coopération de manière efficace, nous allons ouvrir un nouveau bureau ici en 2023.

8.2.3. Rwanda

Le Rwanda, tout comme le Bénin, fait partie des soi disant pays les moins développés du monde. Il a été pendant des années un pays partenaire de la coopération et un certain nombre d'ONG luxembourgeoises sont actives au Rwanda, entre autres dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, de la santé et de la prévention des conflits.

Notre agence de coopération, LuxDev, a également ouvert un bureau ici en septembre afin d'approfondir notre coopération avec nos partenaires européens sur place. Ainsi, nous allons,

par exemple, également avec la Belgique mettre en oeuvre un grand projet pour soutenir l'agriculture durable et inclusive et ainsi contribuer à la sécurité alimentaire au Rwanda.

J'étais sur place l'année dernière, tout comme en juin de cette année avec le ministre d'État. Les besoins, tout comme le potentiel, sont importants dans le pays. Et en même temps, il faut bien sûr garder à l'esprit que, comme dans beaucoup de nos pays partenaires, tout n'est pas parfait. Loin de là. Il ne faut en aucun cas fermer les yeux sur les problèmes qui existent ici aussi en matière d'État de droit et de respect des droits de l'homme. C'est pourquoi j'ai abordé ce sujet très directement lors de mes visites l'année dernière et en juin de cette année. Et lors de mes entretiens, que ce soit avec le ministre des Affaires étrangères ou le ministre des Finances, j'ai trouvé une oreille attentive.

9. RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Il est important pour moi que nous nous engagions pour l'amélioration du respect des droits de l'homme dans l'État de droit dans les pays où nous sommes représentés. Mais nous ne pouvons le faire que si nous sommes sur place et que nous abordons ces questions. On peut soit ignorer la situation et faire l'autruche, soit s'attaquer activement aux problèmes existants et tenter de changer les choses pour améliorer la situation. J'appartiendrai toujours à la deuxième catégorie.

La dimension économique est certainement une dimension importante du développement d'un pays. Mais elle ne doit pas être la seule. Et c'est pourquoi nous allons mettre en oeuvre de plus en plus de projets qui visent précisément à améliorer la protection des droits de l'homme. Dans

les pays où nous sommes actifs, nous consacrerons une partie de notre budget à la mise en œuvre de projets visant spécifiquement à renforcer le respect des droits de l'homme. Et nous continuerons à soutenir les dites « Défenseurs des droits humains », comme nous le faisons par exemple avec l'ONG « Frontline Defenders ».

10. ASSISES

Dans un mois, nous aurons également l'occasion de parler de ce sujet lors des assises. Outre la sécurité alimentaire, les droits de l'homme seront le deuxième thème principal abordé. J'aimerais qu'il y ait un large échange sur ce sujet afin de discuter de nouvelles idées et de les mettre en œuvre plus tard.

Je suis heureux qu'après trois ans, nous puissions enfin organiser des assises en présentiel. C'est important d'avoir cet échange et c'est bien que le Cercle soit à nouveau prêt à organiser une partie des assises.

11. COLLABORATION AVEC NOS PARTENAIRES

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs,

En ces temps incertains, il est indispensable de pouvoir compter sur des partenaires solides pour réaliser nos objectifs. En même temps, il est important que nous soyons nous-mêmes un partenaire fiable au niveau international.

11.1. UNION EUROPÉENNE ET PARTENAIRES INTERNATIONAUX

C'est pourquoi notre coopération multilatérale est et reste un élément fondamental de nos activités.

11.1.1. Multi

L'accord que nous avons signé l'année dernière avec différentes agences de l'ONU a été complété cette année par une série d'autres accords. Je suis donc fier que nous ayons pu signer en juillet notre premier partenariat avec UN Women 2023-2025. C'est un signe clair d'une collaboration encore plus étroite pour les droits et l'autonomie des femmes et filles dans le monde entier.

Par ailleurs, nous avons signé en début d'année un nouveau partenariat de 4 ans avec l'Organisation Internationale du Travail, l'OIT. La crise COVID a montré l'importance des systèmes de protection sociale pour protéger les personnes contre les risques quotidiens, les crises systémiques et les chocs. C'est ce à quoi nous allons travailler avec l'OIT.

11.1.2. Union européenne

Notre coopération au développement continuera bien entendu à s'inscrire dans une approche européenne commune. La coopération au sein de l'Union européenne est devenue de plus en plus étroite ces dernières années et a trouvé son expression dans le « *Team Europe* ».

Que ce soit dans le contexte de la pandémie COVID ou de la crise alimentaire actuelle, « *Team Europe* » a prouvé qu'ensemble, en tant qu'Européens, nous pouvons apporter une aide rapide

et efficace. Grâce à une coordination efficace entre les partenaires européens, nous avons pu mobiliser ensemble 600 millions d'euros supplémentaires pour lutter contre la faim en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Nous allons continuer à défendre nos valeurs et nos priorités au niveau européen. Et surtout pour que la coopération européenne au développement continue à se consacrer aux pays où les besoins sont les plus importants et à aider les personnes qui en ont le plus besoin.

La nouvelle stratégie de l'UE, le « *Global Gateway* », est un instrument important pour la coopération avec les pays tiers. Lors de la mise en œuvre de cette stratégie, nous ne devons pas, en tant qu'Europe, perdre de vue nos valeurs et principes fondamentaux : une politique ambitieuse en matière de droits de l'homme, l'égalité des sexes et les objectifs de développement durable doivent rester notre première priorité.

Nous ne sommes pas le plus grand pays du monde avec le plus de ressources. Nous avons besoin de nos partenaires européens et internationaux, sans lesquels nous ne pourrions pas réaliser nos objectifs de développement durable. C'est pourquoi cette coopération est d'autant plus importante et je me réjouis que nous ayons pu la poursuivre et la consolider. Mais ce n'est pas seulement au niveau européen et international que nous avons besoin de partenaires solides.

11.2. LUXDEV

Pour mettre en œuvre une coopération bilatérale moderne et innovante, nous avons également besoin d'une Agence d'exécution performante, compétente et motivée, qui est prête à emprunter ces nouvelles voies. Nous avons besoin d'une agence bien équipée et qui travaille en étroite collaboration avec notre coopération, que ce soit ici dans la capitale ou sur le terrain.

A cette fin, nous avons également procédé ces dernières semaines et mois à des modifications nécessaires dans la direction de notre agence. Nous avons mis en place de nouveaux statuts, un nouveau Conseil d'administration et un nouveau Directeur général. Tout cela dans le but de mettre en œuvre une politique de coopération plus efficace et plus innovante qu'auparavant.

Je crois qu'il en résultera une collaboration meilleure et plus étroite, afin de formuler nos projets plus rapidement et plus efficacement, pour ensuite les mettre en œuvre de la meilleure manière possible sur le terrain. Et je dois dire que les gens de LuxDev que je rencontre lors de mes visites et réunions font un très bon travail et sont motivés pour explorer de nouvelles voies.

11.3. ONG

La société civile, et donc en particulier les ONG, ont un rôle très important à jouer dans notre coopération. Elles sont sur place, travaillent très étroitement avec les partenaires locaux et connaissent les besoins des gens.

Lorsque je me suis rendue en Palestine en juillet, j'ai pu me rendre compte de la situation dramatique sur place et des conditions difficiles dans lesquelles de nombreux enfants y vivent ou doivent y survivre. Et j'ai pu constater une fois de plus l'importance du travail accompli par les

ONG sur place, par exemple dans le domaine du soutien psychologique aux enfants qui souffrent des conflits et de l'oppression. Un projet comme le « *Teacher's Creative Center* »; à Bethléem, joue un rôle très important dans la prise en charge de ces enfants et pour les aider à faire face à la souffrance qu'ils vivent au quotidien dans les territoires palestiniens occupés.

91 ONG luxembourgeoises ont un agrément auprès du ministère. Elles fournissent au total environ 16 % de notre aide au développement. Actuellement, le ministère finance 23 accords-cadres de développement, 2 accords-cadres en consortium et 93 projets de développement mis en œuvre par 60 ONG.

Les ONG ne sont pas épargnées par les bouleversements mondiaux et la hausse des prix qui en découle. Mais, je l'ai dit l'année dernière et il me semble important de le souligner à nouveau aujourd'hui: En période de pandémie de Covid et de baisse du RNB, notre engagement et notre soutien aux ONG sont constamment restés à un niveau très élevé. Il n'y a eu ni économies ni de coupes budgétaires dans les ONG. Au contraire, le ministère s'est montré très flexible pendant la période Covid, permettant à ses partenaires de redistribuer les budgets en fonction des besoins.

Et il en va de même dans la situation actuelle. Nous avons donc veillé à ce que la flexibilité nécessaire puisse être utilisée dans les budgets des projets afin de réagir à la situation actuelle. Dans les cas où il y avait toujours de la marge dans les limites légales prescrites, les ONG pouvaient demander un soutien supplémentaire.

Mais il est pour moi essentiel que les ONG puissent continuer à effectuer leur travail si important dans le domaine de la coopération au développement. C'est pourquoi nous leur apportons un aide supplémentaire en ce qui concerne leurs frais administratifs. Nous allons donc à nouveau augmenter le plafond qui est pris en compte dans le calcul des frais administratifs pour comptabiliser le soutien de l'État, de 14 à 15%. Cela signifie très concrètement que nous revenons sur la mesure adoptée en 2016, afin de soutenir nos ONG dans leur travail.

Comme je l'ai annoncé l'année dernière, nous mettons davantage l'accent sur la sensibilisation et l'éducation au développement, dont les ONG sont un partenaire important. C'est pourquoi nous avons également fortement augmenté cette année les ressources financières de cette ligne budgétaire, qui passent de 2,7 millions d'euros en 2021 à 4 millions d'euros cette année. Et nous avons prolongé deux mandats pour le CITIM, le Centre d'information Tiers Monde, et pour « Rethink your clothes ». En tant que ministre de l'Économie, ce projet me tient également très à cœur. Il s'agit de faire prendre conscience aux gens de l'origine de leurs vêtements, de la manière dont ils sont produits et de les sensibiliser à l'importance d'une production et d'une utilisation durables des vêtements.

12. APPUI AUX PROGRAMMES

En plus du soutien aux ONG, nous donnons chaque année la possibilité à de jeunes diplômés universitaires ou de BTS de s'engager dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Ils peuvent ainsi acquérir une première expérience professionnelle sur le terrain, que ce soit en tant que « Junior Professional Officer » ou volontaire auprès des

organisations des Nations unies, en tant qu'« Assistants techniques juniors » chez Lux-Dev dans les pays partenaires prioritaires de la coopération luxembourgeoise ou dans une délégation de l'UE en tant que « *Jeunes experts* » auprès de la Commission européenne ou du Service pour l'action extérieure de l'Union européenne.

13. PERSPECTIVES EN TERMES DE BUDGET ET CONCLUSION

Monsieur le Président,

La ministre des Finances l'a dit il y a un mois, lorsqu'elle a présenté le budget pour 2023: les indicateurs du développement économique ne sont pas aussi favorables que nous le souhaiterions. Néanmoins, compte tenu de l'évolution économique en 2022, notre APD devrait dépasser pour la première fois cette année la barre des 500 millions d'euros. Et le gouvernement maintiendra, comme les années précédentes, son objectif de consacrer 1 % de notre revenu national brut au développement et à l'aide humanitaire. Car nous ne sommes pas seuls au monde et des turbulences chez nos voisins ont toujours également un impact sur nous. La misère dans le monde ne diminue pas et il est donc évident que nous devons tout faire pour la combattre.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Cette année, je voudrais dédier ce discours à Ann Kemmer et à sa famille. Ann Kemmer, notre jeune chargée d'affaires au Niger, est malheureusement décédée de manière inattendue il y a quelques semaines. Ann était une personne particulièrement sympathique, motivée et engagée,

qui s'est beaucoup investie dans la coopération au développement avec nous. Ann laissera un grand vide dans notre famille coopérative et bien au-delà.

[PAUSE]

Je voudrais également évoquer ici la mémoire de Raymond Bausch, qui nous a quitté trop tôt et qui a dirigé le comité de LuxDev pendant un an avec beaucoup d'engagement.

Enfin, je voudrais remercier tous ceux qui travaillent avec nous pour faire de ce monde un endroit meilleur grâce à la coopération et à l'aide humanitaire.

Que ce soit avec LuxDev ou les ONG qui font un travail si important ici au Luxembourg et sur le terrain, ou avec nos partenaires internationaux au sein de l'UE ou des agences de l'ONU. Mais aussi mes collaborateurs au ministère et dans les ambassades, sans lesquels nous ne pourrions pas réaliser tout ces projets et qui travaillent toute l'année avec tant d'engagement et de motivation.

Sans chacun d'entre vous, nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs.

Et ce n'est qu'ensemble, dans la plus grande solidarité, que nous pouvons relever les grands défis.

Merci